

impulsion

Le journal de l'Union Démocratique Fédérale | An 30 | N° 1 | Février 2021 | www.udf-suisse.ch



2

VOTATION POPULAIRE DU 7 MARS 2021

Interdiction de se dissimuler le visage: Une nécessité de l'heure



3

Prises de position de l'UDF Suisse

Oui, Non, Oui



6

INTERVIEW

«Oui au mariage et à la famille, non au «mariage pour tous!»»

Référendum interpartis
contre le «mariage pour tous» et l'accès au
don de sperme pour les couples de lesbiennes

Feuille de signatures jointe

MOTIVATION

Unissons-nous, il est encore temps

Cher lectrice, cher lecteur,

Le journal que vous êtes en train de lire est une production de l'UDF, un parti politique qui fonctionne grâce à l'enthousiasme de chrétiens engagés, et qui s'est donné le rôle de sentinelles des valeurs bibliques pour la Suisse.

Nous pensons que la mission que le Seigneur a confiée à ceux qui ont été sauvés par grâce, est de faire avancer son royaume dans le pays, en faisant reculer celui de Satan le prince déchu.

Les valeurs que nous défendons sont les vôtres, elles proviennent de la Bible et de nulle part ailleurs.

Trop longtemps notre parti a été ignoré, ridiculisé et ce même par des chrétiens qui pensent gaspiller leur voix en votant pour nous. Nous vous invitons vivement à changer cette vision des choses, car tant que ce raisonnement sera dans les esprits, le Diable gagnera en continuant à nous diviser.

Aujourd'hui nous faisons un appel au rassemblement, à l'unité et à la force. Nous ne voulons plus que ce soit les autres qui nous dictent et nous imposent ce qui est bien ou ce qui est mal. La seule référence doit rester la parole de Dieu. Pour cela nous avons besoin de votre soutien, par vos votes et aussi et surtout par votre engagement.

Alors si comme nous, vous refusez qu'on arrache petit à petit ce qui fait la beauté de la Constitution Suisse qui tire sa substance de la Bible, venez nous rejoindre et montez dans le bateau de la résistance



Photo: MaD

dont le seul capitaine est notre Seigneur Jésus.

Merci et soyez richement bénis pour cette nouvelle année.

Philippe Karoubi,
UDF Romandie

VOTATION POPULAIRE DU 7 MARS 2021

Interdiction de se dissimuler le visage: Une nécessité de l'heure

Berlin, Paris, Nice et Vienne, Lugano et Morges: Les attentats de ces dernières semaines et de ces derniers mois ont montré à de nombreux observateurs critiques, que l'Islam politique est une bombe à retardement qui menace la coexistence pacifique. Nous devons nous opposer à cette idéologie misanthrope - également le 7 mars par un «oui» à l'interdiction de se dissimuler le visage.



Cela doit être clair pour nous, au moins depuis l'attaque au couteau à Lugano: Aujourd'hui, n'importe qui peut être victime d'agressions physiques, en plein jour et en public, de manière tout à fait inattendue, de la part d'islamistes radicalisés, que ce soit dans un centre commercial, comme à Lugano - ou dans une boutique de kebab, comme ce fut le cas à Morges l'automne dernier. Des personnes égarées, remplies de haine, prêtes à tuer pour «se venger de la Suisse» (selon les termes du terroriste de Morges) vivent manifestement parmi nous.

Expression de l'Islam politique

Le risque pour la sécurité que représentent les rapatriés djihadistes et les musulmans radicalisés est connu depuis longtemps. Ce n'est qu'en novembre dernier, que le Service de renseignement de la Confédération (SRC) annonça que 49 personnes vivant en Suisse étaient actuellement classées comme «dangereuses». Ce sont des personnes desquelles on doit s'attendre en tout temps à ce qu'elles commettent un attentat terroriste. Depuis 2012, le SRC a en outre identifié près de 700 personnes qui ont diffusé du patrimoine djihadiste sur internet, en Suisse ou à partir de la Suisse, ou qui se sont mises en réseau avec des personnes partageant les mêmes idées, en Suisse et à l'étranger. Il faut maintenant pleinement clarifier comment cela a été possible, que celle qui a commis l'attentat au couteau de Lugano ait été connue depuis trois ans des autorités et que le bureau du procureur général de la Confédération n'ait pas ouvert de procédure pénale, malgré des preuves solides de liens djihadistes.

Dans ce climat de forte tension, l'initiative populaire fédérale «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage» sera soumise au vote le 7 mars. Tout comme l'intolérance envers notre mode de vie

et une disposition à la violence muette par la haine, la burqa et le niqab sont une caractéristique centrale de l'Islam politique radical. Ce sont exclusivement des musulmans radicaux refusant l'intégration, qui imposent à leurs femmes de se soumettre et de se voiler. L'initiative met un terme à cette oppression symbolique des femmes.

Montrer à l'autre son visage

Les émeutes de hooligans cagoulés dans les stades de football restent un souvenir douloureux pour beaucoup. Ici aussi, l'initiative apporte de la clarté. Parce qu'en Suisse, on se regarde en face quand on se rencontre. La burqa et le niqab sont méprisants pour la femme. Tout ce qui cache un visage n'a pas sa place chez nous.

Anian Liebrand,
Collaborateur politique UDF Suisse

Pagina Ticinese

Matrimonio per tutti: è referendum!



Il Parlamento federale ha deciso di introdurre il «Matrimonio per tutti» semplicemente rivedendo la legge, senza modificare la Costituzione, cambiando quindi il significato di Matrimonio quale è sempre stato inteso da tutti e cioè l'unione fra un uomo e una donna.

Se questo non bastasse, e a differenza del progetto originario del Consiglio federale, lo stesso disegno di legge mira anche a legalizzare la donazione di sperma per le coppie lesbiche. Gli interessi del bambino vengono totalmente ignorati.

No a questo «pseudo-matrimonio»

La Treccani definisce il matrimonio come «Unione fisica, morale e legale dell'uomo (marito) e della donna (moglie) in completa comunità di vita, al fine di fondare la famiglia e perpetuare la specie». Solo questa unione fa nascere i bambini, che assicurano il futuro della società. Per questo il matrimonio deve essere protetto.

No alla «tattica del salame»

La legge sull'unione domestica registrata è entrata in vigore il 1° gennaio 2007 e tutti avevano garantito che mai si sarebbe arrivati all'adozione da parte di coppie omosessuali. Invece, il 1° gennaio 2018, è entrata in vigore l'adozione del figlio del partner per le coppie dello stesso sesso.

Ora, con il Matrimonio per tutti, l'adozione sarà possibile anche alle coppie omosessuali, né più, né meno come per le coppie eterosessuali.

Ma la legge proposta va più lontano: permette la donazione di sperma per le coppie lesbiche.

Quale sarà il prossimo passo? È facilmente prevedibile che, fra non molto, si pretenderà di legalizzare la maternità surrogata per le coppie di maschi omosessuali «sposati». Gestazione per terzi! Quale degrado per la condizione della donna che verrebbe trattata come una macchina riproduttiva a pagamento!

UDF insieme ad altre organizzazioni lancia il referendum. Dobbiamo bloccare questa legge immorale ed iniqua!

Vi esorto quindi a scaricare, firmare e far firmare il modulo per la raccolta delle firme dal sito <http://matrimonio-civile-per-tutti-no.ch>.

Un cordiale saluto dal Ticino.

Edo Pellegrini,
presidente UDF Ticino e deputato in
Gran Consiglio

VOTATION POPULAIRE DU 7 MARS 2021

Identité digitale: Par des privés plutôt que par l'État?

Le 7 mars, nous voterons la loi fédérale du 27 septembre 2019 sur les services d'identification électronique (LSIE). Que se cache-t-il derrière?

La LSIE a pour but de promouvoir le commerce électronique sécurisé entre particuliers et avec les autorités. Pour atteindre cet objectif, les tâches prévues par la présente loi doivent être réparties entre l'État et le secteur privé

Séparation involontaire des pouvoirs

L'État continuera à remplir sa tâche principale: La vérification et la confirmation officielles de l'identité d'une personne. Cependant, étant donné la dynamique de l'évolution technologique, il ne serait pas en mesure de développer et de produire lui-même les moyens techniques de soutien à l'identification. Le secteur privé est plus proche des utilisateurs et des technologies numériques nécessaires et peut mieux remplir cette fonction. Le fonctionnement du système e-ID et l'établissement d'une e-ID relèvent donc de la responsabilité



Photo: shutterstock.com

de fournisseurs privés. Toutefois, l'État jouera également un rôle important dans ce domaine, en soumettant les fournisseurs et les systèmes qu'ils mettent en place à une procédure d'accréditation rigoureuse et en effectuant des contrôles réguliers. Ainsi, les exigences en matière de sécurité et de protection des données seront revues et constamment adaptées aux derniers développements. L'utilisation conjointe des capacités de l'État et du secteur privé offre les conditions optimales pour l'introduction et l'utilisation des SIE.

Base pour de nombreuses autres utilisations

La LSIE ne contient aucune réglementation arrêtée pour l'identification sur Internet. Elle se contente de réglementer l'émission et l'utilisation de l'e-ID. Avec une e-ID («identité électronique»), des personnes physiques peuvent s'inscrire de manière sûre et pratique sur des portails en ligne privés et publics et se connecter à nouveau ultérieurement. L'e-ID facilitera les contacts avec les autorités qui proposent de plus en plus souvent leurs services également par le biais de «guichets virtuels». L'utilisation des applications d'administration en ligne pourrait à l'avenir être entièrement électronique. Dans le domaine de la santé en ligne, l'e-ID sera

utilisée dans un premier temps en complément des moyens d'identification déjà délivrés et les remplacera probablement à moyen terme.

La loi formule des conditions cadres strictes en matière de protection légale des données et réglemente la finalité et les conditions du traitement et du transfert des données dans le cadre de la délivrance et de l'utilisation de l'e-ID. Le projet de loi tient compte des réglementations internationales et européennes. La solution d'une e-ID suisse est conçue dès le départ de telle sorte qu'elle pourrait en principe être également reconnue par l'UE.

Critique: l'État délègue sa compétence principale

Cette LSIE sera soumise au vote grâce à un référendum réussi du comité référendaire à Bâle, relatif à l'e-ID. Il a été déposé le 16 janvier 2020 avec 64 933 signatures valides. La principale critique du comité est dirigée contre l'établissement de l'e-ID par des fournisseurs privés, lesquels doivent se conformer aux exigences de l'État. Le comité référendaire demande que l'e-ID soit établie par des organismes étatiques.

Markus Wäfler, anc. conseiller national

VOTATION POPULAIRE DU 7 MARS 2021

Prises de position de l'UDF Suisse: Oui, Non, Oui

En raison de la situation exceptionnelle due au coronavirus, ces prises de position se sont effectuées pour la première fois en ligne.

Initiative populaire «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage»: Oui (66:1)

L'initiative populaire, lancée par le comité d'Egerkingen, exige l'interdiction de se dissimuler le visage dans l'espace public. L'interdiction vise à la fois les musulmans radicaux (burqa, niqab) et la dissimulation à but criminel (anarchistes, hooligans). Le port obligatoire de

masques hygiéniques, introduit en raison du coronavirus, n'est pas concerné par l'initiative.

Loi fédérale sur les services d'identification électronique:

Non (57:8)

La loi sur les services d'identification électronique crée la base juridique d'une e-ID (identité électronique) suisse reconnue par l'État. Pour les adversaires issus des mordus du digital et majoritairement des cercles de gauche, la proposition de loi est complexe. La délivrance des cartes d'identité doit rester de la responsabilité de l'État et doit être soumise à un contrôle démocratique.

Accord de libre-échange avec l'Indonésie («huile de palme»): Oui (41:17, 5 abstentions)

En décembre 2019, le Parlement a approuvé la conclusion d'un accord de libre-échange avec l'Indonésie. La Suisse bénéficie ainsi d'un accès avantageux au marché, renforce la protection de la propriété intellectuelle, supprime les obstacles techniques au com-

merce, facilite le commerce des services et accroît la sécurité des investissements. L'UDF CH avait soutenu la récolte de signatures pour ce référendum. Les principales critiques portaient sur les conditions cadres de la production d'huile de palme et sur la concurrence avec la production suisse d'huile végétale. L'accord contient un chapitre sur la durabilité avec des règles que l'Indonésie n'a encore jamais conclues avec aucun autre partenaire commercial.

POUR & CONTRE

L'huile de palme d'Indonésie empiète-t-elle sur notre terrain?

Pour



Markus Wüflier anc. conseiller national

Malgré le scepticisme initial, les avantages l'emportent clairement.

L'accord de partenariat économique à large portée entre les États de l'Association européenne de libre-échange et l'Indonésie a été signé à Jakarta le 16 décembre 2018. L'accord correspond dans une large mesure aux récents accords suisses de libre-échange (ALE). Pour la Suisse, pays axé sur l'exportation et dont les débouchés sont diversifiés à l'échelle mondiale, la conclusion et la modernisation d'ALE avec des partenaires commerciaux en dehors de l'UE constituent un instrument important.

L'accord de partenariat économique global (Comprehensive Economic Partnership Agreement, CEPA) avec l'Indonésie élargit le réseau de libre-échange de la Suisse et doit conférer aux entreprises suisses un avantage compétitif sur leurs concurrents d'autres pays sans ALE avec l'Indonésie.

Cet accord de libre-échange présente des avantages équilibrés pour les deux parties contractantes et sert également les intérêts de la Suisse. Il tient compte des intérêts légitimes de l'agriculture suisse ainsi que des intérêts environnementaux et sociaux légitimes de l'Indonésie et de sa population.

Ceux qui veulent promouvoir la production durable d'huile de palme en Indonésie devraient soutenir cet accord de libre-échange. S'il est rejeté, cela nuira justement aussi à la production durable d'huile de palme en Indonésie.

Les affirmations du comité référendaire sont fortement marquées par une opposition fondamentaliste politico-idéologique.

Le comité considère que les avantages de l'accord de libre-échange en matière d'environnement et de durabilité sont nuls. Toutefois, le rejet de l'accord de libre-échange de l'AELE avec l'Indonésie aggraverait la situation actuelle de la production d'huile de palme en Indonésie en termes de protection de l'environnement et de durabilité.

Enfin, n'oublions pas que partout en Suisse où l'on pratique aujourd'hui l'élevage, où l'on cultive du blé, du maïs, des légumes, des fruits ou des pommes de terre, ce n'était, il y a plusieurs centaines d'années, que forêt et bocage!

Contre



Mathias Stalder, coordinateur du référendum «Stop huile de palme»

Une catastrophe sociale et écologique

L'accord de libre-échange (ALE) avec l'Indonésie contient pour la première fois des chapitres sur la durabilité pour les normes environnementales et sociales. Cependant, une alliance référendaire de plus de 50 organisations critique le manque de possibilités efficaces de contrôle et de sanction ainsi que l'absence d'une juridiction.

Chaque année, les forêts et les tourbières brûlent en Indonésie. Le brûlage est la méthode la moins chère pour faire de la place à de nouvelles plantations de palmiers à huile. En 2019, 300 000 hectares de paysage naturel ont été détruits, soit une superficie plus grande que le canton du Tessin. L'Indonésie se classe ainsi parmi ceux qui dégagent le plus de CO2 dans le monde.

Plus d'un million d'hectares de forêts tropicales humides et de tourbières riches en espèces disparaissent irrémédiablement chaque année - un terrain de football toutes les 25 secondes, principalement pour l'industrie de l'huile de palme et du papier. 17 millions d'hectares de monocultures d'huile de palme couvrent déjà 10 % de la superficie de l'Indonésie - une superficie quatre fois plus grande que la Suisse. Le label RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil) sert de base aux importations dans l'ALE avec l'Indonésie. Greenpeace et de nombreuses autres ONG assimilent même le label à une culture conventionnelle. Les monocultures d'huile de palme ne sont pas durables. Les conditions de travail précaires et non protégées et le travail des enfants sont fréquemment documentés. L'application non

protégée de pesticides est très répandue.

Le 5 octobre 2020, le parlement indonésien a adopté la loi omnibus avec une dérégulation à large portée en ce qui concerne le travail et l'environnement, avec laquelle de nombreux mégaprojets catastrophiques peuvent maintenant être mis en œuvre. Des protestations à l'échelle nationale ont exigé son retrait.

L'huile de palme bon marché menace déjà notre production nationale de graines oléagineuses telles que l'huile de colza et de tournesol. Cet accord de libre-échange renforcera la demande d'huile de palme bon marché, au détriment d'alternatives saines et durables produites localement.

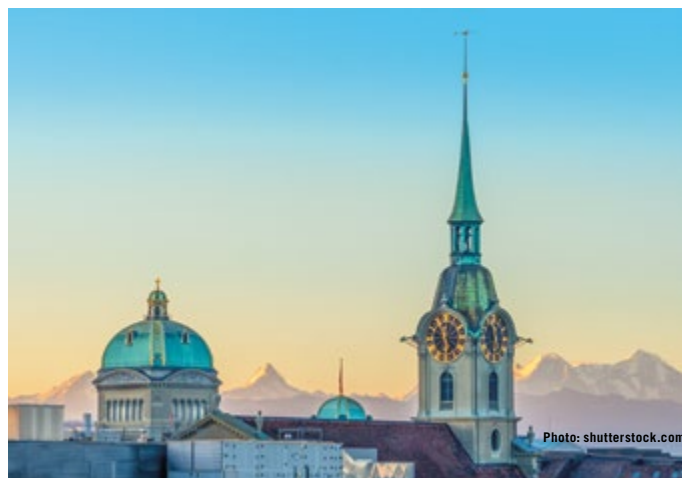


ÉTHIQUE

«Politique et Éthique» Part 2

Un parti fondé sur la Bible

Être chrétien engagé dans la politique dans un parti comme l'UDF est un sérieux avantage en comparaison aux autres formations. En effet, les motivations déterminant le programme, les prises de positions ou l'appréciation des situations politico-sociales du moment, ne tirent pas leur essence à partir de l'idéologie ou de la pensée philosophique de tel ou tel idéaliste, mais elles plongent au contraire leurs racines au plus profond de cet édifice immuable et inaltérable qu'est la parole de Dieu.



Un parti né sur la vérité

Ce parti est né sur des principes de vérité qu'aucune évolution humaine ne peut changer. Cette Parole si souvent confinée dans les églises est bien plus grande que cela, car elle englobe toutes les solutions aux questions de relations humaines. Or qu'est-ce que la politique, sinon la gestion des relations humaines, et qui mieux que le créateur du monde, l'inventeur de la pensée humaine, pourrait donner des instructions plus claires que cette révélation Divine.

Un programme révélé

Fort de cette constatation et de ce principe fondateur, nous voyons que la seule approche possible pour développer un programme et le proposer à la communauté, c'est d'en recevoir une révélation claire de la part de celui que nous désirons voir régner non seulement sur nos vies individuelles, mais aussi et peut-être surtout, sur nos vies collectives. L'apôtre Paul dans sa dialectique sur les services qui permettent de régler une assemblée, donne des clés organisationnelles et spirituelles basées sur le principe fédérateur de l'amour entre les chrétiens. Tout tient par et pour cette forme d'abnégation qu'est l'amour du sauveur qui se donne lui-même pour sauver l'humanité.

Une église déconnectée

Des siècles d'une église déviante et corrompue, privée de cet élan primitif, de sa sève mobilisatrice, ont abouti à une structure où l'on gère des croyants bien calfeutrés entre leurs quatre murs, alors que rien dans le modèle n'était sensé conduire à cela. Cette tendance a inexorablement isolé les assemblées de la société, privé l'Eglise de son rôle, précipitant le monde encore plus vite vers sa chute actuelle. Un homme comme le roi David pouvait régner sur un peuple et avoir le succès politique qu'on lui connaît, avec comme seul base la torah, la parole de Dieu.

Un pays réconcilié

Il n'y a donc aucune incompatibilité entre avoir une position influente dans le pays et être soi-même sous la puissante main de Dieu. Des hommes comme Calvin, même s'ils sont critiquables sous certains aspects, ont ouvert la voie à une conception tout à fait réconciliée entre une foi profonde qui s'appuie sur la parole de Dieu, et les principes qui régissent la vie paisible d'une population. Ils ont marqué notre pays d'une influence durable dont la plupart des institutions s'inspirent encore aujourd'hui.

Pour cela il faut du courage, de la détermination, mais par-dessus tout, il faut agir avec sagesse et beaucoup de foi. Viens me rejoindre a dit Jésus à Pierre. Pour cela cet homme a dû marcher sur l'eau et braver toutes ses peurs. Ensemble, unis, nous pouvons redonner à notre pays tout ce qu'on essaye de lui voler. Lui redonner la bonne couleur, celle de l'Amour et de la Justice qui est en Dieu.

Philippe Karoubi,
adjoint Comité directeur
de l'UDF SUISSE

Devenez membre de l'UDF

Aidez-nous à renforcer l'action de l'UDF en devenant membre de notre parti politique. Vous pouvez effectuer votre demande d'adhésion au moyen du bulletin ci-dessous.

Nom:

Prénom:

Adresse:

NPA - Localité:

E-mail:

Je fréquente l'Église suivante:

Je suis membre d'un parti: Oui, lequel Non

Date de naissance:

Une fois rempli,
à renvoyer à:
UDF, secrétariat central
CP 43
3602 Thoune

INTERVIEW

«Oui au mariage et à la famille, non au «mariage pour tous»!»

Pourquoi le référendum contre le «mariage pour tous» mérite-t-il un large soutien? Un entretien avec le président du parti UDF Suisse.

Daniel Frischknecht: Quelle importance a pour vous la famille?

Il y a la famille d'origine, c'est-à-dire la famille dans laquelle j'ai grandi. Là, l'accent est fortement mis sur la dépendance, l'identité, le développement et l'appartenance, et je fais partie d'elle.

La famille nucléaire, celle que j'ai moi-même créée, est constituée de mon achèvement (complémentarité) et du fruit qui en a émané, c'est-à-dire les enfants. Ici, l'accent est davantage mis sur l'amour, la responsabilité, l'éducation et l'encouragement.

Que représente pour vous la propre famille?

Ma propre famille est après Dieu ce qu'il y a de plus important dans ma vie. La famille a un potentiel de développement élevé pour tous ses membres. Mais la base pour cela est la confiance. J'ai été très surpris lorsque j'ai entendu en Amérique du Sud, le mot familier pour ce qui relève de la confiance.

Tous ne grandissent pas dans une famille intacte....

... j'ai moi-même eu un père alcoolique et j'ai grandi dans une famille éclatée. L'absence d'un cadre familial et la peur permanente avaient laissé des traces profondes dans mon âme. Cela a conduit à un séjour dans un foyer dès le plus jeune âge. Ensuite, il y a eu l'alcool et les drogues. L'héroïne, en particulier,



Photo: pixabay.com

Vous êtes sous pression en ce moment...

Il n'est pas facile de recueillir plus de 50 000 signatures, notamment en raison des conditions liées au coronavirus. Malgré cela je suis motivé et confiant - grâce aussi à ma famille. Elle est un havre de paix qui me donne un sentiment de sécurité. Et c'est le lieu où je peux déconnecter et rediriger mes pensées vers d'autres choses.

Merci beaucoup pour cet entretien!

Interview: Thomas Feuz

«...EN AMÉRIQUE DU SUD CE QUI RELÈVE DE LA CONFIANCE SE DIT «FAMILIAR»»

donne un sentiment profond de chaleur et de sécurité. Ce n'est qu'à travers la rencontre avec Dieu et la thérapie qui s'en est suivie que la confiance a pu naître en moi.

La «famille» est définie aujourd'hui de manière très différente. Pourquoi?

Notre génération souffre beaucoup de l'impiété généralisée. Il en résulte un égocentrisme, un égoïsme, un individualisme excessif et une obsession pour la réalisation de soi. Néanmoins, on ne veut pas renoncer à la famille. Il en ressort des dégénérescences de la famille. Les nouvelles formes de «famille» ne portent plus en elles ce à quoi elles sont vraiment destinées. La famille devient ainsi de plus en plus une communauté résidentielle plus ou moins organisée. La capacité d'attachement diminue et le taux de divorce augmente.

Votre critique à l'égard de l'extension de la notion de mariage?

Le mariage est fondamentalement l'union d'un homme et d'une femme. C'est ce que l'architecte de la vie a prévu. Ce n'est qu'à partir de cette union qu'il est possible d'engendrer une nouvelle vie par voie naturelle. Celui qui se rebelle contre cette prémisse de base ne cherche qu'une nouvelle façon de satisfaire malgré tout son désir naturel. Cela conduit à des actions dégénérées, contraires à l'éthique et contre-nature, pour ne satisfaire en fin de compte qu'un désir égoïste.

Pourquoi un référendum contre le «mariage pour tous»?

Notre gouvernement fédéral ainsi que le Parlement fédéral ont failli en ne faisant aucun cas de notre Constitution. Deuxièmement, le mariage doit subsister exclusivement entre un homme et une femme pour les raisons mentionnées ci-dessus (reproduction naturelle). Troisièmement, le désir d'enfants des couples de lesbiennes ne doit pas être comblé par la médecine reproductive. Avoir des enfants est un cadeau, non pas un droit, et les enfants ne sont pas une marchandise! Et quatrièmement: Afin que la demande déjà presque logique de maternité de substitution pour les couples gays ne s'ensuive par la suite - au prétexte de la «non-discrimination».

Référendum: signez maintenant!

Outre une vingtaine de membres du comité interpartis, diverses organisations axées sur les valeurs soutiennent également le référendum. Le formulaire de signatures peut être téléchargé sur www.mariage-pour-tous-non.ch

Merci pour votre soutien!

Actualités au Palais fédéral

Un environnement intact - une alimentation saine

La nouvelle année est toute récente, la végétation est encore au point mort - et pourtant la politique se focalise sur l'agriculture. En tant qu'agriculteur, la politique agricole est l'une de mes principales préoccupations. Je vous invite à faire un petit tour d'horizon.

En juin, nous voterons sur deux initiatives liées à l'agriculture qui, si elles étaient adoptées, auraient des conséquences majeures pour les producteurs et les consommateurs.

Amélioration de la qualité des zones écologiques

L'initiative sur l'eau potable semble très bonne à première vue, elle est pourtant extrêmement dangereuse. Elle exige que les producteurs qui utilisent des pesticides, achètent des aliments pour leurs animaux. Ceux utilisant des antibiotiques à titre prophylactique ne reçoivent plus de paiements directs à l'avenir. L'agriculture suisse continue à gagner 4 francs sur 5 avec la production de denrées alimentaires et représente donc l'élément le plus important de la sécurité d'approvisionnement de la population. Cependant, les paiements directs sont indispensables pour la plupart des exploitations agricoles, car beaucoup d'efforts sont consacrés à l'entretien des paysages et des cultures.

Il est important de savoir que l'agriculture suisse a réduit de 37% l'utilisation des pesticides de synthèse depuis 2010. L'utilisation d'antibiotiques dans l'élevage a également considérablement diminué et heureusement continue de baisser. L'utilisation est contrôlée par une grande plate-forme d'enregistrement. Il est également important de savoir qu'aujourd'hui, la moitié des produits phytosanitaires utilisés sont déjà d'origine naturelle et sont également autorisés dans l'agriculture biologique. L'agri-



culture a depuis longtemps dépassé la proportion minimale de 7% requise pour la surface de compensation écologique et se trouve maintenant en très bonne position avec 16% de surface pour la biodiversité qui le prouve. Des systèmes d'incitation continuent d'être utilisés pour promouvoir la qualité des surfaces écologiques.

Le bio serait fortement touché

L'initiative sur l'interdiction des pesticides exige une totale interdiction des pesticides de synthèse dans la production agricole, dans la transformation des produits agricoles, dans l'entretien des sols et des paysages et dans l'importation ou la fabrication de denrées alimentaires. La mise en œuvre devrait avoir lieu dans un délai de dix ans.

Quelles seraient les conséquences si le oui l'emportait? Si l'initiative pour une eau potable propre était acceptée, la production indigène chuterait fortement: L'abandon total des pesticides et de l'achat d'aliments pour animaux auraient rapidement un impact sur la production. Il y aurait le risque, que des exploitations renoncent aux paiements directs et de ce fait n'accomplissent plus le travail qui leur était demandé en matière d'écologie – avec comme résultat une augmentation de la pollution de l'environnement au lieu d'une diminution.

Si les pesticides étaient interdits, l'agriculture bio serait également gravement touchée, car des produits tels que les sels de cuivre, le soufre, le bicarbonate de potassium et le savon de potassium ne seraient plus autorisés. Là aussi, la production indigène diminuerait de manière significative, ce qui entraînerait une augmentation des importations de denrées alimentaires. Importer des aliments sans pesticides dans les quantités requises est bien utopique. Les prix pour les consommateurs augmenteraient considérablement; il serait probablement impossible pour les importateurs de prouver que les produits importés sont «sans pesticides».

Plus de charge que de protection?

Plusieurs études réalisées par Agroscope («bonne alimentation, environnement sain») et HAFL (Université des sciences agricoles, forestières et alimentaires) concluent que l'adoption de ces deux initiatives aurait des conséquences néfastes pour l'agriculture, l'environnement lui-même et la sécurité alimentaire. Cela ne réduirait pas la pollution de l'environnement, mais aussi absurde que ce soit, l'augmenterait même.

Andreas Gafner, Conseiller national

L'UDF dans votre canton

Contactez-nous!

Pour en savoir plus sur l'UDF, adressez-vous à la section de votre canton:

UDF Jura bernois

Président: Marc Früh
Rte de Diesse 34
2516 Lamboing
032 315 24 10
fruh2516@bluewin.ch

UDF Fribourg

Vice-président: Yvan Thévoz
Rte de Dompierre 6
1773 Russy
026 675 23 33
079 731 66 12
ivan.thevoz@arbothevoz.ch

UDF Genève

Président: Jean-Luc Ruffieux
1246 Corsier, 079 424 82 41
jl.ruffieux@bluewin.ch

UDF Jura

Christian Rohr
Rte du Prieuré 22
2924 Montignez
032 475 60 91

UDF Neuchâtel

Président: vacant

UDF Vaud

Président: Raymond Morel
Rue du Théâtre 2
1404 Cuarny
024 425 93 35
president.vd@udf-suisse.ch

UDF Ticino

Presidente: Edo Pellegrini
Via Piotti 1, 6833 Vacallo
091 683 78 38
edo.pellegrini@udf-ticino.ch

Impressum

Impulsion est une publication de l'Union Démocratique Fédérale, parti politique suisse.

Éditeur: UDF, CP 43
3602 Thoune

Correspondance: Impulsion,
Case postale 43
3602 Thoune
033 222 36 37
info@udf-suisse.ch
www.udf-suisse.ch
CCP 10-19007-8

Rédaction: Thomas Feuz

Layout: Harold Salzmann
UDF Suisse, Thoune

Impression: Jordi SA, Belp
Tirage: 2800 ex.
© UDF Suisse

Merci de soutenir les personnes affectées par la lèpre

Journée Mondiale de la lèpre
31 janvier 2021



 **Mission Lèpre**
Suisse
www.missionlepre.ch

 **Mission Lèpre**
Suisse
restaure la vie des plus démunis

www.missionlepre.ch

Spycher-Handwerk AG
Huttwil



www.chameau.ch

 **HINE ADON**
HOTEL
APARTHOTEL
HINEADON.COM

MAF
Flying for Life
maf-swiss.org

Agenda

Réunion de prière: les derniers lundis du mois de 20h à 21h sur les sujets politiques chez Raymond Morel, rue du Théâtre 2, Cuarny.

Prière UDF-Genève: les derniers mercredis du mois à 19h45 renseignements au 079 424 82 41

www.udf-suisse.ch

Tip média

«Dieu, l'écologie et moi»

Dave Brookless



Le thème abordé dans ce livre me semble vraiment important. On parle de plus en plus d'écologie et lors des dernières élections en Suisse, les écologistes ont remporté un très grand succès.

Voici l'avis d'un spécialiste et de surcroît d'un croyant.

Les défis différents selon les régions où nous vivons, mais des questions reviennent sans cesse: «En tant que chrétien, que doit-on penser concernant l'écologie?», «Où puis-je trouver ce que la Bible enseigne sur l'écologie et la responsabilité de

l'homme?», «Comment dois-je me comporter en tant que chrétien sans vouloir être absolument un militant politique ou être activiste dans une ONG?», «Pourquoi devrions-nous nous soucier de la création de Dieu?», «Comment le faire d'une manière qui honore le Christ?». C'est à ces questions que Dave Brookless répond dans ce livre.

L'auteur nous éclaire non seulement sur les fondements bibliques et théologique de l'importance et de l'urgence de la prise en compte de la création, mais il nous donne aussi des conseils pratiques sur la manière dont nous pouvons nous impliquer concrètement.

Dave Brookless développe également dans ce livre la relation de l'écologie avec la Création, la chute, Israël, Jésus et les temps actuels et futurs.

Oui, nous avons un rôle à jouer. Peut-être que nous ne l'avons pas assez fait jusqu'à présent, mais le désordre du monde actuel ne provient pas des chrétiens.

Aujourd'hui, de plus en plus de gens reconnaissent que la crise écologique est fondamentalement une crise spirituelle.

Devrions-nous, en tant que chrétiens investir davantage ce terrain afin de ne pas le laisser aux autres? Est-ce que la responsabilité personnelle doit être supérieure à celle de l'Etat? Voici encore quelques questions que l'on peut se poser.

Philippe Kappeler

Librairie Equilivre, Montreux
www.equilivre.ch

TB **TRANSPARENT BROKER**
fair-trauen | fair-netzen | fair-sichern

Êtes-vous assurés équitablement?
www.TransparentBroker.ch

 **DES NAVIRES-HÔPITAUX** POUR LES PLUS DÉMUNIS

Vous pouvez aider!
www.mercyships.ch

À vendre

Medjoul-Dates d'Israel, nouvelle récolte
5 kilos sfr 80.- plus affranchissement et emballage à commander chez Peter Bonsack, Kallnach
Tél. 079 607 12 07


FERIEN & SEMINARE
www.cvjm-zentrum.ch